

- 2° externe subsidiëringen en schenkingen;
- Uitgaven :
1° vergoedingen van experten;
2° werkingskosten, administratie- en exploitatiekosten;
3° financiering van onderzoeken;
4° kosten voor opleiding, verplaatsing en verblijf.

§ 2. De uitgaven mogen de beschikbare middelen niet overschrijden.

Art. 11. Op het einde van ieder jaar stelt de boekhouder van het Instituut een beheersrekening op, overeenkomstig artikel 74 van de wetten op de Rijkscompatibiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. »

Art. 9. Een hoofdstuk *IIIbis*, dat het artikel 12 bevat, wordt ingevoegd in hetzelfde besluit:

« Hoofdstuk *IIIbis*. – Interne controle

Art. 12. Het instituut is onderworpen aan de bestaande interne controle binnen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken. »

Art. 10. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt artikel 13.

Art. 11. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

- 2° subsides extérieurs et donations;
- Dépenses :
1° rétributions des experts;
2° frais de fonctionnement, d'administration et d'exploitation;
3° financement de recherches;
4° frais de formation, de déplacement et de séjour.

§ 2. Les dépenses ne peuvent pas dépasser les recettes.

Art. 11. A la fin de chaque année, il est dressé un compte de gestion par le comptable de l'Institut, conformément à l'article 74 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 14 juillet 1991. »

Art. 9. Un chapitre *IIIbis*, comprenant l'article 12, est inséré dans le même arrêté :

« Chapitre *IIIbis*. – Du contrôle interne

Art. 12. L'institut est soumis au contrôle interne existant au sein du Service public fédéral Intérieur. »

Art. 10. L'article 11 du même arrêté en devient l'article 13.

Art. 11. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2012 — 669 (2012 — 625) [C — 2012/03072]

13 JANUARI 2012. — Koninklijk besluit tot bepaling van de uitgiftevoorschriften van de loterij met biljetten, genaamd "Casino Club", een door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 23 februari 2012, bl. 12456, akte nr. 2011/03449, Franse tekst, moet gelezen worden : "ALBERT, Roi des Belges," in plaats van : "BAUDOÛIN, Roi des Belges,".

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2012 — 669 (2012 — 625) [C — 2012/03072]

13 JANVIER 2012. — Arrêté royal fixant les modalités d'émission de la loterie à billets, appelée "Casino Club", loterie publique organisée par la Loterie Nationale. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 23 février 2012, page 12456, acte n° 2011/03449, texte français, il faut lire : "ALBERT, Roi des Belges," au lieu de : "BAUDOÛIN, Roi des Belges,".

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 670

[C — 2012/29086]

20 DECEMBRE 2011. — Décret relatif à la pratique du tir sportif (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « Administration » : le service désigné par le Gouvernement;

2° « Fédération de tir sportif reconnue » : fédération sportive reconnue en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française et administrant une ou plusieurs disciplines de tir sportif;

3° « Tir sportif » : pratique de disciplines de tir sportif avec les armes et munitions y afférentes, définies par les fédérations internationales de tir et la fédération de tir sportif reconnue, telles que visées à l'article 2, alinéa 1^{er};

4° « Tireur sportif » : personne physique affiliée, par l'intermédiaire d'un cercle, à une fédération de tir sportif reconnue et qui pratique le tir sportif de manière régulière au sens du présent décret;

5° « Séance de tir sportif » : séance d'entraînement au tir sportif avec des armes soumises à autorisation attestée par un moniteur ou un vérificateur avec une des catégories d'armes visées à l'article 2, alinéa 2, et comprenant au minimum 25 plateaux pour le tir avec des armes d'épaule à canon lisse, 30 balles pour le tir avec des armes d'épaules à canon rayé ou des armes de poing et au minimum 13 balles pour le tir avec des armes à poudre noire;

6° « Carnet de tir sportif » : carnet délivré par une fédération de tir sportif reconnue à ses membres pour une ou plusieurs catégories d'armes visées à l'article 2, alinéa 2, dans lequel sont mentionnées, dans les conditions du présent décret, les séances de tir sportif concernées avec des armes soumises à autorisation;

7° « Armes soumises à autorisation » : armes visées à l'article 3, § 3, de la loi sur les armes;

8° « Armes en vente libre » : les armes visées à l'article 3, § 2, 1°, de la loi sur les armes;

9° « Licence de tireur sportif » : document administratif conforme aux dispositions du présent décret, accordant pour une ou plusieurs catégories d'armes visées à l'article 2, alinéa 2, le droit de pratiquer le tir sportif avec des armes soumises à autorisation;

10° « Licence provisoire de tireur sportif » : document administratif conforme aux dispositions du présent décret permettant l'apprentissage du tir sportif avec une des catégories d'armes soumises à autorisation visées à l'article 2, alinéa 2;

11° « Moniteur » : personne physique titulaire d'un brevet en tir sportif délivré ou homologué par le Gouvernement et sanctionnant la formation dans une des catégories d'armes visées à l'article 2, alinéa 2;

12° « Vérificateur » : personne physique, titulaire d'un certificat de réussite du module A du cours spécifique menant au brevet de niveau 1 en tir sportif délivré ou homologué par le Gouvernement, habilitée à attester la régularité des séances de tir sportif.

CHAPITRE II. — *La pratique du tir sportif – généralités*

Art. 2. Le tir sportif se pratique dans les disciplines de tir sportif et au moyen des armes et des munitions y afférentes. Le Gouvernement arrête, sur proposition de la fédération de tir sportif reconnue, la liste des disciplines de tir sportif par catégories d'armes.

Le Gouvernement classe chacune des armes qui figurent dans cette liste dans l'une des quatre catégories suivantes :

1° armes de poing;

2° armes d'épaule à canon rayé;

3° armes d'épaule à canon lisse;

4° armes à poudre noire.

Art. 3. Est considéré comme pratiquant de manière régulière, le tireur sportif qui participe, annuellement, à un minimum de :

1° douze séances de tir sportif pour l'unique ou la première catégorie d'armes pratiquée;

2° trois séances de tir sportif pour l'ensemble des autres catégories d'armes pratiquées dont au moins une séance de tir sportif par catégorie d'armes pratiquée.

Le Gouvernement détermine le mode de répartition des séances de tir.

La participation à une compétition provinciale, régionale, nationale ou internationale de tir sportif équivaut à l'accomplissement d'une des séances de tir sportif.

Art. 4. Le tireur sportif possède un carnet de tir sportif pour l'ensemble des catégories d'armes utilisées et soumises à autorisation dans lequel sont mentionnées les séances de tir attestées soit par un moniteur, soit par un vérificateur.

Le carnet de tir sportif couvre la durée de validité de la licence de tireur sportif ou de la licence provisoire de tireur sportif concernée.

Il prend cours le jour de la délivrance de cette licence ou de son renouvellement.

Le Gouvernement fixe le modèle du carnet de tir sportif. Il arrête les modalités d'octroi de ce carnet ainsi que les modalités d'enregistrement des séances de tir sportif.

Art. 5. Le tir sportif se pratique dans les stands de tir agréés conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi sur les armes ou, pour le tir aux armes à canon lisse, dans des lieux aménagés à cet effet et autorisés par les autorités compétentes.

CHAPITRE III. — *Le tir sportif avec des armes soumises à autorisation*

Section première. — Généralités

Art. 6. § 1^{er}. Nul ne peut pratiquer le tir sportif avec des armes soumises à autorisation s'il n'est porteur d'un des documents suivants :

1° la licence de tireur sportif valable pour la catégorie d'armes utilisée;

2° la licence provisoire de tireur sportif valable pour la catégorie d'armes utilisée;

3° un document équivalent à l'un des documents visés aux 1° et 2°, délivré soit par la Communauté flamande, soit par la Communauté germanophone;

4° l'attestation du Gouverneur autorisant la pratique du tir en vue de se préparer à l'épreuve pratique telle que visée dans la loi sur les armes;

5° l'autorisation de détention délivrée par le Gouverneur telle que visée dans la loi sur les armes;

6° pour les tireurs sportifs ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, la carte européenne d'armes à feu;

7° pour les tireurs sportifs ressortissants d'un Etat hors Union européenne, un document délivré par ledit Etat dont le Gouvernement a préalablement établi l'équivalence aux documents visés aux 1° et 2°, sur demande du sportif concerné.

§ 2. Le tireur sportif dont le domicile n'est pas établi en Belgique qui souhaite participer à une compétition de tir sportif dans une ou plusieurs disciplines se pratiquant avec des armes soumises à autorisation possède, outre le document visé au paragraphe 1^{er}, 6° ou 7°, l'invitation émise par l'organisateur de ladite compétition.

Section II. — La licence provisoire de tireur sportif

Art. 7. § 1^{er}. En vue de l'apprentissage du tir sportif avec des armes soumises à autorisation, une licence provisoire de tireur sportif est délivrée par catégorie d'armes. La durée de validité de la licence provisoire de tireur sportif est de six mois, prorogeable une fois pour une durée de six mois.

La licence provisoire de tireur sportif autorise uniquement la manipulation d'armes soumises à autorisation appartenant à la catégorie d'armes qu'elle mentionne, sous la surveillance, la responsabilité et l'autorité permanentes d'un moniteur ou, en cas d'absence de moniteur dans le stand de tir, d'un vérificateur possédant une expérience de cinq ans comme tireur sportif.

Le Gouvernement détermine le nombre maximum de tireurs sportifs sous licence provisoire qu'un moniteur ou qu'un vérificateur peut superviser au cours d'une séance de tir sportif.

La licence provisoire de tireur sportif n'autorise pas son titulaire à détenir une arme soumise à autorisation ainsi que les munitions y afférentes.

Nul ne peut détenir simultanément plusieurs licences provisoires de tireur sportif.

§ 2. Pour obtenir une licence provisoire de tireur sportif, le demandeur :

1° sans préjudice de l'article 24, doit être âgé de seize ans au moins ou de quatorze ans au moins si la demande concerne une catégorie d'armes dans une discipline olympique de tir sportif;

2° doit être affilié à une fédération de tir sportif reconnue;

3° produit un extrait de casier judiciaire datant de trois mois au plus attestant de l'absence de condamnation comme auteur ou complice d'un des délits à la suite desquels une autorisation de détention ne pourrait lui être délivrée, conformément à la loi sur les armes;

4° produit un certificat médical datant de trois mois au plus et attestant de l'absence de toute contre-indication à la pratique du tir sportif.

Art. 8. La fédération de tir sportif reconnue délivre la licence provisoire de tireur sportif.

Le Gouvernement arrête le contenu du dossier de demande d'une licence provisoire, son modèle et fixe les modalités d'introduction et de traitement des demandes de licences provisoires de tireur sportif, des demandes de prorogation de celles-ci et des recours en cas de contestations.

Art. 9. Pendant la durée de validité de la licence provisoire de tireur sportif, son titulaire pratique le tir sportif de manière régulière.

Par dérogation à l'article 3, pour pratiquer le tir sportif de manière régulière au sens du présent article, le tireur sportif participe à un minimum de six séances de tir sportif par période de six mois, comptabilisées selon le mode de répartition arrêté par le Gouvernement.

Section III. — Les épreuves théoriques et pratiques donnant le droit à l'octroi de la licence de tireur sportif

Art. 10. § 1^{er}. Le tireur sportif présente les épreuves visées à l'article 11, § 3, 2° et 3°, au cours du dernier mois de la validité de sa licence provisoire de tireur sportif.

Pour être admis à ces épreuves, le tireur sportif présente son carnet de tir sportif démontrant qu'il a pratiqué le tir sportif de manière régulière au sens de l'article 9.

Si les épreuves ne sont pas organisées pendant la période considérée, la licence provisoire de tireur sportif reste valable jusqu'à la prochaine date prévue pour l'organisation de ces épreuves.

§ 2. Si le tireur sportif échoue à l'une des épreuves visées à l'article 11, § 3, 2° et 3°, il obtient, s'il en fait la demande, une prorogation de six mois de sa licence provisoire de tireur sportif.

Durant la période de prorogation de la licence provisoire de tireur sportif et afin d'être admis à présenter les épreuves visées à l'article 11, § 3, 2° et 3°, le titulaire pratique le tir sportif de manière régulière au sens de l'article 9.

§ 3. Si à l'issue de la durée totale de validité de sa licence provisoire de tireur sportif, la licence de tireur sportif n'est pas délivrée, son titulaire ne peut se voir délivrer aucune nouvelle licence provisoire de tireur sportif avant l'expiration d'un délai d'un an prenant cours à la date d'expiration de sa licence provisoire de tireur sportif éventuellement prorogée.

Section IV. — La licence de tireur sportif

Art. 11. § 1^{er}. Une licence de tireur sportif est délivrée pour pratiquer le tir sportif avec des armes soumises à autorisation. Elle est octroyée pour une ou plusieurs des quatre catégories d'armes qu'elle mentionne.

La licence de tireur sportif prend cours à la date de sa délivrance et est valable pour une durée de cinq ans.

La licence de tireur sportif n'est toutefois plus valable pour la ou les catégories d'armes concernées si son titulaire ne présente pas chaque année d'initiative, durant le mois précédant la date anniversaire de sa délivrance, à la fédération de tir sportif reconnue, une copie de son carnet de tir sportif attestant qu'il pratique le tir sportif de manière régulière pour chacune des catégories d'armes concernées conformément à l'article 3. En cas de suspicion de fraude, la fédération de tir sportif reconnue peut solliciter l'envoi de l'original du carnet de tir sportif.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, en cas de demande d'ajout ou de retrait d'une catégorie d'armes visées à l'article 2, alinéa 2, à une licence existante, une nouvelle licence de tireur sportif est délivrée. Cette nouvelle licence reprend l'ensemble des catégories d'armes pratiquées. La durée de validité de cette nouvelle licence ne dépasse pas la durée de validité de la licence délivrée initialement.

§ 3. Pour obtenir une licence de tireur sportif, le demandeur

1° produit la preuve de la pratique régulière du tir sportif au sens de l'article 9 avec une ou plusieurs armes de la catégorie pour laquelle la licence est demandée et ce, sous le couvert d'une licence provisoire de tireur sportif;

2° réussit une épreuve théorique relative à la connaissance de la législation sur les armes;

3° réussit une épreuve pratique relative à l'aptitude à manipuler, en sécurité, une arme de la catégorie concernée par la licence demandée;

4° produit, le cas échéant, une attestation, de son conjoint et de tout autre cohabitant majeur, qui autorise le demandeur à détenir une arme au domicile commun.

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi de dispenses pouvant être accordées dans le chef des demandeurs qui disposent déjà d'une licence de tireur sportif ou d'une autorisation octroyée conformément à la loi sur les armes, en cours de validité au moment de la demande, pour une ou plusieurs autres catégories d'armes.

Art. 12. La fédération de tir sportif reconnue est chargée d'organiser les épreuves visées à l'article 11, § 3, 2° et 3°. Le Gouvernement en fixe le contenu, les modalités d'organisation ainsi que la méthode d'organisation.

Art. 13. Pour obtenir le renouvellement de sa licence de tireur sportif, le titulaire produit durant le dernier mois de validité de celle-ci :

- 1° son carnet de tir attestant, pour la ou les catégories d'armes mentionnées sur la licence de tireur sportif, d'une pratique régulière du tir sportif pour chaque année de validité de cette licence dans les conditions fixées à l'article 3;
- 2° les documents visés à l'article 7, § 2, 3° et 4°.

Le refus de renouvellement d'une licence de tireur sportif peut faire l'objet d'un recours devant le Gouvernement conformément au chapitre V du présent décret.

Art. 14. La fédération de tir reconnue délivre la licence de tireur sportif.

Le Gouvernement arrête le contenu du dossier de demande de licence de tireur sportif, son modèle et fixe les modalités d'introduction et de traitement des demandes de licence de tireur sportif et des demandes de renouvellement de celle-ci.

Il fixe les modalités de contrôle annuel de la pratique régulière du tir sportif en ce compris les modalités d'ajout ou de retrait d'une ou plusieurs catégories d'armes pendant la durée de validité de la licence.

Section V. — Interruption temporaire de la pratique régulière du tir sportif avec des armes soumises à autorisation

Art. 15. § 1^{er}. Le titulaire d'une licence de tireur sportif peut, à sa demande, être autorisé à interrompre temporairement la pratique du tir sportif sans incidence sur la régularité de sa pratique.

Cette autorisation peut être accordée sur demande motivée de l'intéressé, selon la procédure fixée par le Gouvernement.

La durée d'interruption de la pratique du tir sportif est de maximum six mois.

L'autorisation d'interruption de six mois peut être prolongée ou renouvelée à deux reprises durant la période de validité d'une licence de tireur sportif.

Si la demande d'interruption est rejetée et que la pratique régulière du tir sportif n'est plus rencontrée, une nouvelle licence de tireur sportif peut être délivrée dans les conditions du présent décret, en ce compris son Chapitre III, section 2.

§ 2. La fédération de tir sportif reconnue juge si le motif soulevé par son titulaire est recevable.

Le Gouvernement arrête la procédure d'introduction des demandes d'interruption et leur traitement.

Lorsque l'autorisation est accordée, les séances de tir sportif sont prises en compte durant la période couverte par l'autorisation selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

L'autorisation accordée ne modifie pas la durée de validité de la licence de tireur sportif.

Section VI. — Cessation de la pratique du tir sportif avec des armes soumises à autorisation

Art. 16. § 1^{er}. Le titulaire d'une licence de tireur sportif ou d'une licence provisoire de tireur sportif qui cesse de pratiquer le tir sportif renvoie sans délai la licence de tireur sportif et/ou la licence provisoire de tireur sportif concernée à la fédération de tir sportif reconnue qui l'a délivrée. Celle-ci en accuse réception en délivrant au titulaire une attestation en ce sens.

§ 2. En cas de décès du titulaire, la licence de tireur sportif et/ou la licence provisoire de tireur sportif est renvoyée par les ayants droits dans les trois mois à la fédération de tir reconnue qui l'a délivrée. Celle-ci en accuse réception en délivrant aux héritiers une attestation en ce sens.

Section VII. — Retrait et suspension de la licence de tireur sportif ou de la licence provisoire de tireur sportif

Art. 17. § 1^{er}. La fédération de tir sportif reconnue retire d'office la licence de tireur sportif et/ou la licence provisoire de tireur sportif et les droits y liés lorsqu'elle a connaissance des faits suivants relatifs à leur titulaire :

- 1° a obtenu sa licence provisoire de tireur sportif ou sa licence de tireur sportif sur la base de fausses déclarations;
- 2° est condamné comme auteur ou complice d'un des délits à la suite desquels une autorisation de détention ne pourrait être délivrée à l'intéressé conformément à la loi sur les armes;
- 3° fait l'objet d'un retrait d'une autorisation de détention ou d'un permis de port d'armes;
- 4° n'est plus médicalement apte à la pratique du tir sportif;
- 5° contrevient aux dispositions du présent décret;
- 6° a perdu sa qualité de tireur sportif :
 - soit qu'il n'est plus affilié à la fédération de tir sportif reconnue;
 - soit qu'il ne pratique plus le tir sportif de manière régulière au sens du décret dans la ou toutes les catégories d'armes couvertes par la licence concernée;
 - soit que la fédération de tir sportif reconnue lui a infligé la sanction disciplinaire de l'exclusion.

§ 2. La fédération de tir sportif reconnue suspend la licence de tireur sportif et/ou la licence provisoire de tireur sportif et les droits y liés lorsque :

- 1° elle a connaissance que leur titulaire fait l'objet d'une suspension d'une autorisation de détention ou d'un permis de port d'une arme;
- 2° qu'une sanction disciplinaire de suspension a été infligé à son titulaire.

La durée de la suspension de la licence de tireur sportif ou de la licence provisoire de tireur sportif est équivalente à la durée de la suspension visée au § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, ou 2^o.

Art. 18. Le Gouvernement fixe les procédures de retrait et de suspension visées à l'article 17, ainsi que celles relatives aux recours à introduire auprès du Gouvernement en cas de contestation de ces décisions.

Section VIII. — Reprise de la pratique du tir sportif avec des armes soumises à autorisation

Art. 19. Après cessation de la pratique du tir sportif ou après retrait ou suspension égale ou supérieure à six mois de sa licence de tireur sportif ou de sa licence provisoire de tireur sportif, le titulaire ne peut se voir délivrer une nouvelle licence de tireur sportif que dans les conditions du présent décret en ce compris son chapitre III, section 2.

Si la durée de la suspension n'excède pas six mois, sa licence de tireur sportif ou sa licence provisoire de tireur sportif lui est restituée à l'issue de la période de suspension, la durée de validité initiale de la licence concernée n'étant pas modifiée.

Section IX. — Publicité, contrôles et sanctions

Art. 20. La liste des titulaires de licences de tireur sportif et de licences provisoires de tireur sportif est transmise annuellement, au plus tard le 30 avril, aux Gouverneurs des provinces ou au Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, selon le lieu de résidence des titulaires, par la fédération de tir sportif reconnue.

Art. 21. Le Gouverneur de la province ou le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale de résidence du titulaire est informé sans délai, par la fédération de tir sportif reconnue, des cas d'application des articles 15, 16 et 17.

Art. 22. La fédération de tir sportif reconnue transmet chaque année, avant le 30 avril, un rapport sur l'application du présent décret sur l'année civile écoulée à l'Administration chargée du contrôle de l'application du présent décret.

Le Gouvernement fixe le modèle et le contenu de ce rapport.

Celui-ci précise notamment, en mentionnant la catégorie d'armes concernées :

- 1° le nombre total de tireurs sportifs affiliés;
- 2° le nombre d'épreuves théoriques et pratiques organisées;
- 3° le nombre d'attestations de réussite de ces épreuves;
- 4° la liste des personnes pour lesquelles, durant l'année considérée, une licence de tireur sportif ou une licence provisoire de tireur sportif :
 - a) a été octroyée en distinguant les catégories d'armes concernées;
 - b) a été retirée en ce compris le motif de retrait;
 - c) a été suspendue en ce compris le motif de cette suspension;
 - d) a été restituée pour cessation ou décès;
 - e) a fait l'objet d'une interruption volontaire de la pratique du tir sportif.

Art. 23. Conformément au décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, la fédération de tir sportif reconnue peut se voir suspendre ou retirer sa reconnaissance pour violation du présent décret.

CHAPITRE IV. — La pratique du tir sportif par un mineur d'âge

Art. 24. § 1^{er}. Outre les conditions imposées par le présent décret, le mineur d'âge doit, pour pratiquer le tir sportif :

- 1° disposer d'une autorisation écrite de son ou ses représentants légaux dont le Gouvernement fixe le modèle;
- 2° être sous le surveillance, la responsabilité et l'autorité permanentes d'une personne majeure pouvant justifier d'une pratique régulière du tir sportif de deux ans au moins ou, pour la pratique du tir sportif avec des armes soumises à autorisation, d'une personne majeure titulaire d'une licence de tireur sportif depuis deux ans au moins.

Le Gouvernement détermine, sur proposition de la fédération de tir sportif reconnue, l'âge à partir duquel la pratique du tir sportif avec des armes en vente libre est autorisée pour les mineurs ainsi que le nombre maximum de mineurs pouvant être supervisés par une personne majeure telle que visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, au cours d'une séance de tir sportif.

§ 2. La licence de tireur sportif d'un mineur ne l'autorise pas à détenir, ni à acquérir une arme soumise à autorisation.

CHAPITRE V. — Les recours

Art. 25. § 1^{er}. Un recours peut être introduit auprès du Gouvernement contre les décisions de la fédération de tir sportif reconnue en cas de :

- 1° refus de délivrance de la licence provisoire de tireur sportif;
- 2° refus de prorogation de la licence provisoire de tireur sportif au sens de l'article 10, § 2 du présent décret;
- 3° refus de délivrance de la licence de tireur sportif;
- 4° refus de renouvellement de la licence de tireur sportif;
- 5° retrait de la licence de tireur sportif au sens de l'article 17, § 1^{er}, du présent décret;
- 6° suspension de la licence de tireur sportif au sens de l'article 17, § 2, du présent décret;
- 7° refus d'autorisation d'interruption temporaire de la pratique du tir sportif au sens de l'article 15 du présent décret.

§ 2. Le recours ne suspend pas la décision contestée. Il est introduit par courrier recommandé auprès de l'Administration dans les trente jours de la notification de la décision contestée et contient, notamment, les éléments suivants :

- 1° la motivation du recours;
- 2° les arguments ou éventuels éléments nouveaux que le requérant entend faire valoir.

Le requérant et la Fédération de tir sportif reconnue ayant rendu la décision querellée sont convoqués dans les quinze jours qui suivent la réception du recours et sont entendus par l'Administration.

Le requérant peut se faire assister ou représenter par un avocat ou toute autre personne de conseil de son choix. La Fédération de tir sportif reconnue concernée peut se faire représenter par un de ses membres ou un avocat ou toute autre personne de conseil de son choix.

En cas d'absence du requérant régulièrement convoqué, l'Administration statue valablement lors de sa deuxième séance. Les deux séances ne peuvent être espacées de moins de cinq jours.

Avant de délibérer, l'Administration peut ordonner une enquête complémentaire et entendre des témoins.

L'avis motivé de l'Administration est transmis, pour avis, au Conseil supérieur des Sports tel qu'institué par le décret de la Communauté française du 20 octobre 2011 dans les trente jours de l'introduction du recours.

Le Gouvernement arrête sa décision dans les trente jours de la remise de l'avis du Conseil supérieur des Sports.

CHAPITRE VI. — *Disposition modificative*

Art. 26. Un point 5° rédigé comme suit est inséré à l'article 14 du décret du 24 novembre 2006 visant l'octroi d'une licence de tireur sportif, tel que modifié le 6 juillet 2007, le 1^{er} février 2008, le 23 janvier 2009 et le 11 février 2010 :

« 5° Par dérogation à l'article 6, 2°, alinéa 2, et pour ce qui concerne le renouvellement des licences de tireur sportif expirant le 31 décembre 2011, les tireurs sportifs concernés doivent posséder un carnet de tir attestant de leur participation, au minimum, à un nombre de séances d'entraînement, contrôlées par un moniteur agréé, équivalent à une séance par mois et ce depuis le 1^{er} du mois qui suit la date de délivrance de la licence jusqu'au 31 décembre de l'année d'octroi de la licence.

Ne sont pris en compte qu'un maximum de deux séances par mois étant entendu que la participation à une compétition régionale, nationale ou internationale de tir équivaut à l'accomplissement d'une des séances susmentionnées. »

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 27. § 1^{er}. Les licences de tireur sportif délivrées en exécution du décret du 24 novembre 2006 visant l'octroi de la licence de tireur sportif dont les titulaires ne font pas usage d'armes soumises à autorisation deviennent caduques à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Elles doivent être retournées dans les trente jours de la date d'entrée en vigueur du présent décret à la fédération de tir sportif reconnue. Celle-ci en accuse réception par écrit.

§ 2. La validité des licences de tireur sportif délivrées en exécution du décret du 24 novembre 2006 visant l'octroi de la licence de tireur sportif dont les titulaires font usage d'armes soumises à autorisations est prorogée jusqu'au 31 mars de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur du présent décret moyennant la vérification annuelle de leur pratique régulière, conformément au paragraphe 3, alinéa 2, du présent article.

§ 3. Dès le premier janvier de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur du présent décret, et pour autant que leurs titulaires en fassent la demande, les licences de tireur sportif délivrées en exécution du décret du 24 novembre 2006 visant l'octroi de la licence de tireur sportif sont remplacées par une nouvelle licence de tireur sportif pour la ou les catégories d'armes déclarées.

Par dérogation à l'article 13, 1°, le titulaire remet un carnet de tir sportif attestant d'une pratique régulière équivalent, en nombre de séances, à minimum une séance par mois depuis la date de délivrance de sa dernière licence pour obtenir une licence de tireur sportif. La participation à une compétition provinciale, régionale, nationale ou internationale de tir sportif équivaut à l'accomplissement d'une séance.

§ 4. Les licences provisoires de tireur sportif délivrées en application du décret du 24 novembre 2006 visant l'octroi d'une licence de tireur sportif et toujours en cours de validité à la date d'entrée en vigueur du présent décret, restent valables jusqu'à l'expiration de leur durée de validité initiale. Le titulaire d'une telle licence déclare, au moment de passer les épreuves visées à l'article 11, § 3, 2° et 3°, la catégorie d'armes pour laquelle il demande une licence de tireur sportif.

Art. 28. Le décret du 24 novembre 2006 visant l'octroi de la licence de tireur sportif est abrogé à dater de l'entrée en vigueur du présent décret à l'exception de l'article 4, alinéa 4, qui continue à produire ses effets jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté d'application visé à l'article 2 du présent décret.

Art. 29. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception du chapitre VI qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 287-1. — Rapport, n° 287-2

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 20 décembre 2011.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 670

[C — 2012/29086]

20 DECEMBER 2011. — Decreet betreffende het sportschieten (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° « Administratie » : de dienst die door de Regering wordt bepaald;

2° « Erkende sportschietfederatie » : sportfederatie die wordt erkend met toepassing van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap en die één of verschillende sportschietfederaties bestuurt;

3° « Sportschieten » : beoefenen van sportschietdisciplines met de wapens en de bijhorende munitie, bepaald door de internationale schietfederaties en de erkende sportschietfederatie, zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid;

4° « Sportschutter » : natuurlijke persoon die, door toedoen van een vereniging, aangesloten is bij een erkende sportschietfederatie en die het sportschieten regelmatig beoefent in de zin van dit decreet;

5° « Sportschietssessie » : een trainingssessie voor sportschieten met vergunningsplichtige wapens, bevestigd door een monitor of een verificateur, met één van de wapencategorieën bedoeld in artikel 2, tweede lid, met minstens 25 kleischijven voor het schieten met schouderwapens met gladde loop, 30 kogels voor het schieten met schouderwapens met getrokken loop of vuistwapens en minstens 13 kogels voor het schieten met zwartkruitwapens;

6° « Sportschietboekje » : boekje dat door een erkende sportschietfederatie wordt uitgereikt aan haar leden voor één of meer wapencategorieën bedoeld in artikel 2, tweede lid, waarin de betrokken sportschietssessies met vergunningsplichtige wapens onder de voorwaarden van dit decreet worden vermeld;

7° « Vergunningsplichtige wapens » : wapens bedoeld in artikel 3, § 3, van de wapenwet;

8° « Vrij verkrijgbare wapens » : de wapens bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, van de wapenwet;

9° « Sportschutterslicentie » : administratief document dat in overeenstemming is met de bepalingen van dit decreet, en dat, voor één of verschillende wapencategorieën bedoeld in artikel 2, tweede lid, het recht verleent het sportschieten met vergunningsplichtige wapens te beoefenen;

10° « Voorlopige sportschutterslicentie » : administratief document dat in overeenstemming is met de bepalingen van dit decreet en dat het leren van het sportschieten met één van de categorieën vergunningsplichtige wapens bedoeld in artikel 2, tweede lid, mogelijk maakt;

11° « Monitor » : natuurlijke persoon die titularis is van een brevet sportschieten dat door de Regering wordt uitgereikt of gehomologeerd en dat de opleiding in één van de wapencategorieën bedoeld in artikel 2, tweede lid bekrachtigt;

12° « Verificateur » : natuurlijke persoon, titularis van een getuigschrift van slagen voor module A van de specifieke cursus die leidt tot het brevet van niveau 1 sportschieten, uitgereikt of gehomologeerd door de Regering, bevoegd om te bevestigen dat de sportschietssessies regelmatig zijn.

HOOFDSTUK II. — *Sportschieten. — Algemene bepalingen*

Art. 2. Het sportschieten wordt beoefend in de sportschietdisciplines en met de bijhorende wapens en munitie. Op voorstel van de erkende sportschietfederatie, stelt de Regering de lijst van de sportschietdisciplines per wapencategorie vast.

De Regering rangschikt elk van de wapens die in deze lijst opgenomen zijn in één van de vier volgende categorieën :

1° vuistwapens;

2° schouderwapens met getrokken loop;

3° schouderwapens met gladde loop;

4° zwartkruitwapens.

Art. 3. Wordt als regelmatige beoefenaar beschouwd, de sportschutter die jaarlijks deelneemt aan minstens :

1° twaalf sportschietssessies voor de enige of eerste beoefende wapencategorie;

2° drie sportschietssessies voor het geheel van de andere beoefende wapencategorieën, waarvan ten minste één sportschietssessie per beoefende wapencategorie.

De Regering bepaalt de wijze waarop de schietssessies worden verdeeld.

De deelneming aan een provinciale, regionale, nationale of internationale sportschietcompetitie is gelijk te stellen met de deelneming aan één van de sportschietssessies.

Art. 4. De sportschutter bezit een sportschietboekje voor het geheel van de gebruikte vergunningsplichtige wapencategorieën, waarin de schietssessies worden opgetekend die ofwel door een monitor, ofwel door een verificateur worden bevestigd.

Het sportschietboekje dekt de geldigheidsduur van de betrokken sportschutterslicentie of voorlopige sportschutterslicentie.

Het wordt van kracht op de dag waarop die licentie wordt uitgereikt of hernieuwd.

De Regering stelt het model van sportschietboekje vast. Ze stelt de nadere regels vast voor de toekenning van dat boekje alsook de nadere regels voor de registrering van de sportschietssessies.

Art. 5. Het sportschieten wordt in de schietstanden beoefend die erkend zijn overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 van de wapenwet of, voor het schieten met wapens met gladde loop, op de daartoe ingerichte plaatsen die door de bevoegde overheid worden toegelaten.

HOOFDSTUK III. — *Sportschieten met vergunningsplichtige wapens**Afdeling I. — Algemeen*

Art. 6. § 1. Niemand kan het sportschieten met vergunningsplichtige wapens beoefenen als hij niet in het bezit is van één van de volgende documenten :

- 1° de sportschutterslicentie die voor de gebruikte wapencategorie geldig is;
- 2° de voorlopige sportschutterslicentie die voor de gebruikte wapencategorie geldig is;
- 3° een document dat gelijkwaardig is met één van de documenten bedoeld in 1° en 2°, uitgereikt ofwel door de Vlaamse Gemeenschap ofwel door de Duitstalige Gemeenschap;
- 4° het attest van de Gouverneur waarbij het beoefenen van het schieten wordt toegelaten om zich voor te bereiden voor de praktische proef zoals bedoeld in de wapenwet;
- 5° de vergunning voor het voorhanden hebben, afgeleverd door de Gouverneur, zoals bedoeld in de wapenwet;
- 6° voor de sportschutters die onderdanen zijn van een andere lidstaat van de Europese Unie, de Europese vuurwapenpas;
- 7° voor de sportschutters die onderdanen zijn van een Staat buiten de Europese Unie, een document uitgereikt door die Staat, waarvan de Regering, op verzoek van de betrokken sporter, de gelijkwaardigheid met de documenten bedoeld in 1° en 2° vooraf heeft bepaald.

§ 2. De sportschutter waarvan de woonplaats niet in België gevestigd is en die wenst deel te nemen aan een sportschietcompetitie in één of meer disciplines die met vergunningsplichtige wapens worden beoefend, bezit, naast het document bedoeld in paragraaf 1, 6° of 7°, de uitnodigingsbrief die door de organisator van die competitie wordt gestuurd.

Afdeling II. — Voorlopige sportschutterslicentie

Art. 7. § 1. Met het oog op het leren van het sportschieten met vergunningsplichtige wapens, wordt een voorlopige sportschutterslicentie per wapencategorie uitgereikt. De geldigheidsduur van de voorlopige sportschutterslicentie is zes maanden, één keer verlengbaar met een duur van zes maanden.

De voorlopige sportschutterslicentie laat enkel de manipulatie van vergunningsplichtige wapens toe die behoren tot de categorie die ze vermeldt, onder het permanente toezicht, de permanente verantwoordelijkheid en het permanente gezag van een monitor, of, bij gebrek aan monitor in de schietstand, van een verificateur die een ervaring van vijf jaar als sportschutter heeft.

De Regering bepaalt het maximumaantal sportschutters onder voorlopige licentie die een monitor of een verificateur tijdens een sportschietssessie kan superviseren.

De voorlopige sportschutterslicentie laat de houder ervan niet toe een vergunningsplichtig wapen alsook de erbij horende munitie voorhanden te hebben.

Niemand kan verschillende voorlopige sportschutterslicenties gelijktijdig bezitten.

§ 2. Om een voorlopige sportschutterslicentie te bekomen, moet de aanvrager :

- 1° onverminderd artikel 24, minstens zestien jaar oud of veertien jaar oud zijn, indien de aanvraag betrekking heeft op een wapencategorie in een olympische discipline voor sportschieten;
- 2° aangesloten zijn bij een erkende sportschietfederatie;
- 3° een uittreksel overleggen uit het strafregister dat hoogstens drie maanden oud is en dat bevestigt dat hij niet werd veroordeeld als dader of medeplichtige wegens één van de misdrijven ten gevolge waarvan geen vergunning voor het voorhanden hebben zou kunnen worden afgeleverd overeenkomstig de wapenwet;
- 4° een geneeskundig attest afleveren dat hoogstens drie maanden oud is en dat bevestigt dat er geen aanwijzing bestaat tegen de beoefening van het sportschieten.

Art. 8. De erkende sportschietfederatie eikt de voorlopige sportschutterslicentie uit.

De Regering stelt de inhoud en het model van het dossier voor aanvraag om een voorlopige licentie, vast, en stelt de nadere regels vast voor de indiening en de behandeling van de aanvragen om voorlopige sportschutterslicentie, de aanvragen om verlenging ervan en het beroep in geval van betwisting.

Art. 9. Gedurende de geldigheidsperiode van de voorlopige sportschutterslicentie, moet de houder ervan het sportschieten op regelmatige wijze beoefenen.

In afwijking van artikel 3, om het sportschieten op regelmatige wijze te beoefenen in de zin van dit artikel, moet de sportschutter deelnemen aan minstens zes sportschietssessies per periode van zes maanden, geboekt volgens de door de Regering vast te stellen verdelingswijze.

Afdeling III. — Theoretische en praktische proeven

voor het verlenen van het recht op het verkrijgen van de sportschutterslicentie

Art. 10. § 1. De sportschutter legt de proeven bedoeld in artikel 11, § 3, 2° en 3° af tijdens de laatste maand geldigheid van zijn voorlopige sportschutterslicentie.

Om tot die proeven te worden toegelaten, legt de sportschutter zijn sportschietboekje over waaruit blijkt dat hij het sportschieten op regelmatige wijze in de zin van artikel 9 heeft beoefend.

Als de proeven niet gedurende de betrokken periode worden georganiseerd, blijft de voorlopige sportschutterslicentie geldig tot de volgende datum van de organisatie van die proeven.

§ 2. Als de sportschutter vóór één van de proeven bedoeld in artikel 11, § 3, 2° en 3° zakt, bekomt hij, als hij dit aanvraagt, een verlenging met zes maanden van zijn voorlopige sportschutterslicentie.

Gedurende de periode voor de verlenging van de voorlopige sportschutterslicentie, om te worden toegelaten tot het afleggen van de proeven bedoeld in artikel 11, § 3, 2° et 3°, moet de houder ervan het sportschieten op regelmatige wijze in de zin van artikel 9 beoefenen.

§ 3. Indien de sportschutterslicentie niet wordt uitgereikt op het einde van de totale geldigheidsduur van de voorlopige sportschutterslicentie, kan de houder ervan geen nieuwe voorlopige sportschutterslicentie toegekend krijgen vóór het verstrijken van een termijn van één jaar ingaand op de datum waarop zijn eventueel verlengde voorlopige sportschutterslicentie eindigt.

Afdeling IV. — Sportschutterslicentie

Art. 11. § 1. Een sportschutterslicentie wordt uitgereikt om het sportschieten met vergunningsplichtige wapens te beoefenen. Ze wordt toegekend voor één of meer van de vier wapencategorieën die ze vermeldt.

De sportschutterslicentie is geldig vanaf de datum van de uitreiking ervan en loopt over een periode van vijf jaar.

De sportschutterslicentie is echter niet meer geldig voor de betrokken wapencategorie(ën), als de houder ervan niet elk jaar, op eigen initiatief, gedurende de maand voorafgaand aan de verjaardag van de uitreiking ervan, de erkende sportschietfederatie een afschrift van zijn sportschietboekje dat bevestigt dat hij het sportschieten op regelmatige wijze voor elk van de betrokken wapencategorieën beoefent overeenkomstig artikel 3, overlegt. Bij verdenking van bedrog, kan de erkende sportschietfederatie de verzending van het sportschietboekje aanvragen.

§ 2. In afwijking van § 1, bij aanvraag om toevoeging of intrekking van een wapencategorie bedoeld in artikel 2, tweede lid, in een bestaande licentie, wordt een nieuwe sportschutterslicentie uitgereikt. Die nieuwe licentie vermeldt het geheel van de beoefende wapencategorieën. De geldigheidsduur van die nieuwe licentie is niet langer dan de geldigheidsduur van de aanvankelijk uitgereikte licentie.

§ 3. Om een sportschutterslicentie te bekomen,

1° moet de aanvrager het bewijs leveren van het regelmatige beoefenen van het sportschieten in de zin van artikel 9 met één of meer wapens van de categorie waarvoor de licentie wordt aangevraagd, en dit onder de bescherming van een voorlopige sportschutterslicentie;

2° moet de aanvrager slagen vóór een theoretische proef betreffende de kennis van de wapenwetgeving;

3° moet de aanvrager slagen vóór een praktische proef waaruit blijkt dat hij een wapen van de categorie in verband met de aangevraagde licentie veilig kan hanteren;

4° moet de aanvrager, in voorkomend geval, een attest van zijn/haar echtgenoot(te) en van elke andere meerderjarige samenwonende overleggen, dat de aanvrager ertoe machtigt een wapen in de gemeenschappelijke woonplaats voorhanden te hebben.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van vrijstellingen aan aanvragers die reeds beschikken over een sportschutterslicentie of over een vergunning die werd verleend overeenkomstig de wapenwet en die geldig is wanneer de aanvraag wordt ingediend, voor één of meer andere wapencategorieën.

Art. 12. De erkende sportschietfederatie wordt belast met het organiseren van de proeven bedoeld in artikel 11, § 3, 2° en 3°.

De Regering stelt er de inhoud, de nadere regels en de methode voor de organisatie ervan vast.

Art. 13. Om de hernieuwing van zijn sportschutterslicentie te bekomen, moet de houder ervan gedurende de laatste maand van haar geldigheid de volgende documenten overleggen;

1° zijn schietboekje waaruit blijkt dat hij, voor de wapencategorie(ën) vermeld op de sportschutterslicentie, het sportschieten regelmatig beoefent voor elk jaar geldigheid van die licentie onder de in artikel 3 vastgestelde voorwaarden;

2° de documenten bedoeld in artikel 7, § 2, 3° en 4°.

Tegen de weigering van hernieuwing van een sportschutterslicentie kan een beroep bij de Regering worden ingediend overeenkomstig hoofdstuk V van dit decreet.

Art. 14. De erkende sportschietfederatie reikt de sportschutterslicentie uit.

De Regering stelt de inhoud van het dossier betreffende de aanvraag om sportschutter en het model ervan vast, en bepaalt de nadere regels voor de indiening en de behandeling van de aanvragen om sportschutterslicentie en de aanvragen om hernieuwing ervan.

Ze stelt de nadere regels voor de jaarlijkse controle op het regelmatige beoefenen van het sportschieten vast, met inbegrip van de nadere regels voor de toevoeging of de intrekking van één of meer wapencategorieën tijdens de duur van de geldigheid van de licentie.

Afdeling V. — Tijdelijke onderbreking van het regelmatige beoefenen van het sportschieten met vergunningsplichtige wapens

Art. 15. § 1. De houder van een sportschutterslicentie kan, op eigen aanvraag, ertoe worden toegelaten het beoefenen van het sportschieten tijdelijk te onderbreken zonder gevolg op het regelmatige beoefenen ervan.

Die toelating kan worden toegekend op met redenen omklede aanvraag van de betrokkene, volgens door de Regering nader te bepalen regels.

De duur van de onderbreking van de beoefening van het sportschieten bedraagt hoogstens zes maanden.

De toelating tot onderbreking van zes maanden kan twee keer worden verlengd of hernieuwd gedurende de geldigheidsperiode van een sportschutterslicentie.

Als de aanvraag om onderbreking wordt afgewezen en als het sportschieten niet meer gregelmatig wordt beoefend, kan een nieuwe sportschutterslicentie worden uitgereikt onder de voorwaarden van dit decreet, met inbegrip van hoofdstuk III, afdeling 2, ervan.

§ 2. De erkende sportschietfederatie oordeelt of de door de houder van de licentie aangevoerde reden ontvankelijk is.

De Regering stelt de procedure voor de indiening van de aanvragen om onderbreking en voor de behandeling ervan vast.

Wanneer de toelating wordt toegekend, worden de sportschietssessies in aanmerking genomen gedurende de periode die door de toelating wordt gedekt volgens door de Regering nader te bepalen regels.

De toegekende toelating wijzigt de geldigheidsduur van de sportschutterslicentie niet.

Afdeling VI. — Stoppen met de beoefening van het sportschieten met vergunningsplichtige wapens

Art. 16. § 1. De houder van een sportschutterslicentie of van een voorlopige sportschutterslicentie die stopt met de beoefening van het sportschieten zendt zonder verwijl de betrokken sportschutterslicentie en/of de betrokken voorlopige sportschutterslicentie terug aan de erkende sportschietfederatie die ze heeft uitgereikt. Deze meldt er ontvangst van door een attest uit te reiken dat dit vaststelt.

§ 2. Bij overlijden van de houder van de sportschutterslicentie en/of de voorlopige sportschutterslicentie, wordt deze door de rechthebbenden binnen de drie maanden teruggezonden aan de erkende sportschietfederatie die ze heeft uitgereikt. Deze meldt er ontvangst van door een attest uit te reiken dat dit vaststelt.

Afdeling VII. — Intrekking en schorsing van de sportschutterslicentie of de voorlopige sportschutterslicentie

Art. 17. § 1. De erkende sportschietfederatie trekt van ambtswege de sportschutterslicentie en/of de voorlopige sportschutterslicentie en de rechten in verband daarmee in, wanneer ze kennis heeft genomen van de volgende feiten betreffende de houder ervan :

1° hij heeft zijn voorlopige sportschutterslicentie of zijn sportschutterslicentie bekomen op grond van onjuiste verklaringen;

2° hij werd veroordeeld als dader of medeplichtige wegens één van de misdrijven ten gevolge waarvan een vergunning voor het voorhanden hebben aan betrokkene niet zou kunnen worden uitgereikt overeenkomstig de wapenwet;

3° zijn vergunning voor het voorhanden hebben of het dragen van een wapen wordt ingetrokken;

4° hij is medisch niet meer geschikt voor de beoefening van het sportschieten;

5° hij overtreedt de bepalingen van dit decreet;

6° hij heeft zijn hoedanigheid van sportschutter verloren :

- ofwel omdat hij niet meer aangesloten is bij de erkende sportschietfederatie;

- ofwel omdat hij het sportschieten niet meer op regelmatige wijze beoefent in de zin van het decreet in de wapencategorie of alle wapencategorieën die door de betrokken licentie wordt(en) gedekt;

- ofwel omdat de erkende sportschietfederatie hem de tuchtsanctie uitsluiting heeft opgelegd.

§ 2. De erkende sportschietfederatie schorst de sportschutterslicentie en/of voorlopige sportschutterslicentie en de ermee verbonden rechten, wanneer :

1° ze in kennis werd gesteld dat de vergunning voor het voorhanden hebben of het dragen van een wapen wordt geschorst;

2° de tuchtsanctie schorsing werd opgelegd aan de houder ervan.

De duur van de schorsing van de sportschutterslicentie of van de voorlopige sportschutterslicentie is gelijk aan de duur van de schorsing bedoeld in § 2, eerste lid, 1° of 2°.

Art. 18. De Regering stelt de procedures voor de intrekking en de schorsing bedoeld in artikel 17 vast, alsook die in verband met de beroepen die bij de Regering in te dienen zijn bij betwisting van die beslissingen.

Afdeling VIII. — Hervatting van de beoefening van het sportschieten met vergunningsplichtige wapens

Art. 19. Nadat de sportschutter met de beoefening van het sportschieten is gestopt of nadat zijn sportschutterslicentie of voorlopige sportschutterslicentie werd ingetrokken of geschorst voor een periode die gelijk is aan of langer is dan zes maanden, kan hij een nieuwe sportschutterslicentie alleen toegekend krijgen onder de voorwaarden van dit decreet, met inbegrip van zijn hoofdstuk III, afdeling 2.

Indien de duur van de schorsing niet langer is dan zes maanden, wordt de sportschutterslicentie of de voorlopige sportschutterslicentie teruggeven op het einde van de schorsingsperiode, waarbij de betrokken aanvankelijke geldigheidsduur niet wordt gewijzigd.

Afdeling IX. — Publiciteit, controles en sancties

Art. 20. De lijst van de houders van de sportschutterslicentie of de voorlopige sportschutterslicentie wordt jaarlijks, uiterlijk op 30 april, door de erkende sportschietfederatie doorgezonden aan de provinciegouverneurs of aan de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, naar gelang van de verblijfplaats van de houders.

Art. 21. De provinciegouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad van de verblijfplaats van de houder wordt onverwijld door de erkende sportschietfederatie op de hoogte gebracht van de gevallen waarin de artikelen 15, 16 en 17 van toepassing zijn.

Art. 22. De erkende sportschietfederatie zendt elk jaar, vóór 30 april, een verslag over de toepassing van dit decreet gedurende het afgelopen burgerlijk jaar aan de administratie belast met de controle op de toepassing van dit decreet.

De Regering stelt het model en de inhoud van dat verslag vast.

Het verslag bepaalt, met vermelding van de betrokken wapencategorie, inzonderheid :

1° het aantal aangesloten sportschutters;

2° het aantal georganiseerde theoretische en praktische proeven;

3° het aantal attesten van slagen voor die proeven;

4° de lijst van de personen waarvoor, gedurende het betrokken jaar, een sportschutterslicentie of een voorlopige sportschutterslicentie :

a) werd toegekend met onderscheiding van de betrokken wapencategorieën;

b) werd ingetrokken, met inbegrip van de reden voor die intrekking;

c) werd geschorst, met inbegrip van de reden voor die schorsing;

d) werd teruggeven na stoppen of overlijden;

e) waarbij de beoefening van het sportschieten vrijwillig werd onderbroken.

Art. 23. Overeenkomstig het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, kan de erkenning door de erkende sportschietfederatie worden geschorst of ingetrokken wegens overtreding van dit decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Beoefenen van het sportschieten door een minderjarige*

Art. 24. Naast de voorwaarden die door dit decreet worden opgelegd, moet de minderjarige, om het sportschieten te beoefenen :

1° beschikken over een schriftelijke toelating van zijn wettelijke vertegenwoordiger(s), waarvan de Regering het model vaststelt;

2° onder het permanente toezicht, de permanente verantwoordelijkheid en het permanente gezag zijn van een meerderjarige persoon die het bewijs kan leveren van de regelmatige beoefening van het sportschieten gedurende ten minste twee jaar of, voor de beoefening van het sportschieten met vergunningsplichtige wapens, van een meerderjarige persoon die sedert ten minste twee jaar houder is van een sportschutterslicentie.

De Regering bepaalt, op de voordracht van de erkende schietsportfederatie, de leeftijd vanaf welke de beoefening van het sportschieten met vrij verkrijgbare wapens toegelaten is voor minderjarigen alsook het maximumaantal minderjarigen die kunnen worden gesuperviseerd door een meerderjarige persoon zoals bedoeld in het eerste lid, 2°, tijdens een sportschietessie.

§ 2. De sportschutterslicentie laat hem niet toe een vergunningsplichtig wapen voorhanden te hebben of aan te schaffen.

HOOFDSTUK V. — *Beroepen*

Art. 25. § 1. Tegen de beslissingen van de erkende sportschietfederatie kan een beroep worden ingediend bij de Regering in geval van :

1° weigering van de uitreiking van de voorlopige sportschutterslicentie;

2° weigering van de verlenging van de voorlopige sportschutterslicentie in de zin van artikel 10, § 2 van dit decreet;

3° weigering van de uitreiking van de sportschutterslicentie;

4° weigering van de hernieuwing van de sportschutterslicentie;

5° intrekking van de sportschutterslicentie in de zin van artikel 17, § 1, van dit decreet;

6° schorsing van de sportschutterslicentie in de zin van artikel 17, § 2, van dit decreet;

7° weigering van de toelating tot tijdelijke onderbreking van het beoefenen van het sportschieten in de zin van artikel 15 van dit decreet.

§ 2. Het beroep schorst de betwiste beslissing niet. Het wordt bij aangetekend schrijven bij de Administratie ingediend binnen dertig dagen na de kennisgeving van de betwiste beslissing en bevat inzonderheid de volgende gegevens :

1° de motivatie van het beroep;

2° de argumenten of de eventuele nieuwe feiten die de verzoeker wenst aan te voeren.

De verzoeker en de erkende sportschietfederatie die de betwiste beslissing heeft genomen, worden opgeroepen binnen de veertien dagen volgend op de ontvangst van het beroep en worden door de Administratie gehoord.

De verzoeker kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of elke andere adviserende persoon naar keuze. De betrokken erkende sportschietfederatie kan zich laten vertegenwoordigen door één van zijn leden of een advocaat of elke andere adviserende persoon naar keuze.

Bij afwezigheid van de regelmatig opgeroepen verzoeker, beslist de Administratie geldig gedurende haar tweede vergadering. Tussen beide vergaderingen moeten meer dan vijf dagen verlopen.

Alvorens te beraadslagen en beslissen kan de Administratie een aanvullend onderzoek bevelen en getuigen horen.

Het met redenen omkleed advies van de Administratie wordt om advies voorgelegd aan de Hoge Sportraad zoals ingesteld door het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 2011 binnen dertig dagen na de indiening van het beroep.

De Regering stelt haar beslissing vast binnen dertig dagen nadat de Hoge Sportraad zijn advies heeft uitgeracht.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 26. In artikel 14 van het decreet van 24 november 2006 betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter, zoals gewijzigd op 6 juli 2007, 1 februari 2008, 23 januari 2009 en 11 februari 2010, wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° In afwijking van artikel 6, 2°, tweede lid, voor de hernieuwing van de sportschutterslicenties die op 31 december 2011 eindigen, moeten de betrokken sportschutters een schietboekje bezitten waaruit blijkt dat ze aan een minimumaantal trainingssessies deelnemen, onder toezicht van een erkende monitor, overeenstemmend met één sessie per maand, vanaf de eerste dag van de maand volgend op de datum van uitreiking van de licentie tot 31 december van het jaar waarin de licentie wordt toegekend.

Hoogstens twee sessies per maand worden in aanmerking genomen, met dien verstande dat de deelneming aan een regionale, nationale of internationale schietessie gelijkgesteld wordt met de vervulling van één van de bovenvermelde sessies. »

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 27. § 1. De sportschutterslicenties die werden uitgereikt ter uitvoering van het decreet van 24 november 2006 betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter, waarvan de houders geen vergunningsplichtige wapens gebruiken, zijn niet meer geldig vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Ze moeten binnen dertig dagen na de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden teruggezonden aan de erkende sportschietfederatie. Deze meldt er schriftelijk ontvangst van.

§ 2. De geldigheid van de sportschutterslicenties uitgereikt ter uitvoering van het decreet van 24 november 2006 betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter, waarvan de houders vergunningsplichtige wapens gebruiken, wordt verlengd tot 31 maart van het jaar volgend op dat van de inwerkingtreding van dit decreet mits de jaarlijkse verificatie van hun regelmatige beoefening, overeenkomstig paragraaf 3, tweede lid, van dit artikel.

§ 3. Vanaf de eerste januari van het jaar volgend op dat van de inwerkingtreding van dit decreet, voor zover de houders van de sportschutterslicenties dit aanvragen, worden de sportschutterslicenties die werden uitgereikt ter uitvoering van het decreet van 24 november 2006 betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter vervangen door een nieuwe sportschutterslicenties voor de aangegeven wapencategorie(ën).

In afwijking van artikel 13, 1°, legt de houder een sportschietboekje over waaruit blijkt dat hij het sportschieten regelmatig beoefent, met een aantal sessies dat overeenstemt met minstens één sessie per maand sedert de datum van uitreiking van zijn laatste licentie, om een sportschutterslicentie te bekomen. De deelneming aan een provinciale, regionale, nationale of internationale sportschietcompetitie is gelijk te stellen met de vervulling van één sessie.

§ 4. De voorlopige sportschutterslicenties die werden uitgereikt bij toepassing van het decreet van 24 november 2006 betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter en die nog altijd geldig zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, blijven geldig totdat hun aanvankelijke geldigheidsduur ten einde is gelopen. De houder van een dergelijke licentie geeft, op het ogenblik dat hij de in artikel 11, § 3, 2° en 3° bedoelde proeven aflegt, de wapencategorie aan waarvoor hij een sportschutterslicentie aanvraagt.

Art. 28. Het decreet van 24 november 2006 betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, met uitzondering van artikel 4, vierde lid, dat uitwerking blijft hebben tot de inwerkingtreding van het toepassingsbesluit bedoeld in artikel 2 van dit decreet.

Art. 29. De Regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast, met uitzondering van hoofdstuk VI, dat op 1 januari 2012 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 20 december 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 287-1. — Verslag, nr. 287-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 december 2011.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 671

[C – 2012/29082]

1^{er} FEVRIER 2012. – Décret modifiant le décret du 16 avril 1975 instituant un prix littéraire du Conseil de la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé du décret instituant un prix littéraire du Conseil de la Communauté française, les mots « prix littéraire du Conseil de la Communauté française » sont remplacés par les mots « prix littéraire du Parlement de la Communauté française ».

Art. 2. Aux articles 1^{er}, 2, 4, 5, 6, 7 et 8, les mots « Conseil de la Communauté française » sont remplacés par les mots « Parlement de la Communauté française ».

Art. 3. A l'article 1^{er}, les mots « un montant de 150 000 francs » est à remplacer par « un montant de 5.000 euros ».

Art. 4. La modification visée à l'article précédent s'appliquera pour la première fois au prix attribué en 2012.

Art. 5. A l'article 3, les mots « Conseil de la jeunesse d'expression française de Belgique » sont remplacés par les mots « Conseil de la Jeunesse de la Communauté française ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} février 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE